



CAS PRATIQUE FED ÉTAIT LE PREMIER FOURNISSEUR MYC4 ET A COMMENCÉ EN 2006. FED EMPLOIE MAINTENANT ENVIRON 40 PERSONNES ET PLUS DE 800 CRÉDITS ONT ÉTÉ FACILITÉS PAR LEUR ENTREMISE. L'OBJECTIF POUR 2008 EST D'OCTROYER DES CRÉDITS DE PLUS D'1 MILLION D'EUROS AUX ENTERPRISES EN OUGANDA.

Robert Wakabi est l'un des fondateurs de la Fondation pour le Développement de l'esprit d'entreprise en Ouganda.

Le marché africain de crédit

Le système bancaire africain est le plus petit au monde et par conséquent est moins compétitif. Les gouvernements de plusieurs pays africains limitent l'entrée des banques étrangères créant ainsi une situation de monopole assortie d'un manque de capacité de distribution et de taux non concurrentiels. Une étude¹ récente de la Banque Mondiale a conclu que la difficulté d'accéder à des finances abordables est l'un des facteurs qui retardent le secteur privé du continent. L'étude trouve qu'il est crucial d'étendre la portée des services financiers, systèmes de paiement, de l'assurance et du crédit à une plus grande partie de la population, et la nature très dispersée des populations rurales et celle de la majeure partie de l'activité économique posent des défis particuliers.

Les perdants ne sont pas les grandes entreprises. Les finances dont disposent ces entreprises sont plus que suffisantes pour faire face aux besoins.

Les perdants sont les moyennes (100-250 employés) et petites (1-100 employés) entreprises qui ont du mal à trouver les finances. Elles sont souvent obligées de se tourner vers les prêteurs locaux et finissent par être exploitées à cause des conditions non transparentes - ce qui est non seulement une mésaventure pour l'entrepreneur individuel mais aussi pour le développement de toute la région.

Les taux d'intérêt jusqu'à 280% sont courants chez les prêteurs locaux mais leurs services sont convenables et rapides, et ils peuvent être très flexibles lorsque le besoin d'argent se présente. Cependant, la relation entre la plupart des petites entreprises et le prêteur local se traduit souvent par une stagnation et une baisse de revenus du fait des conditions déraisonnables qui les maintiennent dans la pauvreté.

La Microfinance

Il y a une alternative pour plusieurs micro-entreprises qui se composent de façon typique d'une personne.

L'Afrique connaît une croissance dans les Institutions de Microfinance (MFIs) qui fonctionnent selon la supposition que, si les gens ont accès au crédit, ils accroîtront leurs entreprises, stimuleront la croissance économique locale et feront appel à leurs voisins moins dotés de l'esprit d'entreprise, dont le résultat est un développement économique rapide.

Les Institutions de Microfinance accordent des crédits aux pauvres – en général

1. Rendre les finances opérationnelles pour l'Afrique, la Banque Mondiale, Novembre 2006

des prêts de moins de 100² dollars américains. Ces prêts sont suffisants pour de laborieux microentrepreneurs qui débutent ou développent leurs petites activités telles que la confection de papiers, l'élevage de poulets ou l'achat de produits en gros à revendre sur le marché. Le modèle de la microfinance a montré que les pauvres sont capables de transformer leurs vies si l'occasion leur est offerte. Le meilleur exemple se trouve au Bangladesh où depuis 1983 la Banque Grameen a accordé des microcrédits à 7,45 million d'emprunteurs, permettant aux plus pauvres de sortir de la pauvreté.

Les Institutions de Microfinance existent sous plusieurs formes à savoir les caisses de crédit, les banques commerciales et le plus souvent les organisations non-gouvernementales (ONG). Les ONG agissant en qualité d'Institutions de Microfinance sont confrontées au défi inhérent selon lequel elles dépendent souvent des donateurs pour leur capital sur prêt, ce qui représente une situation non durable et expose les ONG à des accusations de pratique d'usure avec l'argent de bienfaisance. Tandis que les ONG ont l'avantage d'être près des communautés locales et ce faisant auprès des personnes nécessiteuses de microfinance, une récente analyse des ONG danoises et de la microfinance³ a conclu que, vu la nature de leurs opérations, celles-ci devraient être des promoteurs plutôt que des prestataires de services.

Le dilemme de la microfinance

Plusieurs Institutions de Microfinance utilisent le nantissement social sous forme de pairs pour assurer le remboursement des prêts. Les emprunteurs contractent des prêts en groupe et si un emprunteur ne rembourse pas son prêt, tout le groupe est en général pénalisé et quelques fois interdit d'accès à d'autres prêts. La pression du groupe encourage les emprunteurs à être très sélectifs quant aux membres de leur groupe et de payer intégralement et à temps les prêts. Les taux d'intérêt de 30% - 70% pour couvrir les coûts des Institutions de Microfinance ne sont pas inhabituelles du fait de la nature de transaction intense de la microfinance, mais néanmoins ceux-ci sont une solution préférable aux taux d'intérêt excessifs des prêteurs locaux.

Tandis que le microcrédit a eu un grand succès particulièrement dans les zones urbaines et les localités à proximité des zones urbaines, son progrès de prestation de services financiers dans les zones rurales les moins densément peuplées a été lent. 84% des africains du sud-sahara vivent dans les zones rurales, et l'écart des inégalités de revenus continu de se creuser⁴. Une étude effectuée par le Département des Affaires Economiques et Sociales (DESA)⁵ des Nations Unies a conclu que dans ces dernières décennies les pays de l'Afrique et de l'Amérique Latine ont les niveaux les plus élevés de l'inégalité dans les revenus. L'étude conclut qu'au cours de la baisse économique des années 80 et 90, ceux qui étaient au bas de l'échelle, les plus vulnérables, étaient affectés de façon disproportionnée. Et lorsque les revenus nationaux ont augmenté, les plus nantis ont plus bénéficié tandis que les pauvres en ont peu bénéficié, sinon pas du tout.

La Banque Mondiale⁶ reconnaît le rôle que les inégalités jouent est d'empêcher les objectifs de développement du millénaire 2015 et a annoncé que « Les considérations d'égalité doivent être honnêtement mises au centre du diagnostic et de la politique ». De même, le Département anglais pour le Développement International a déclaré que « l'inégalité importe dans l'accomplissement des objectifs de développement pour le millénaire (MDG)⁷. Les inégalités observées en Afrique sub-saharienne sont la raison pour laquelle MYC4 va accorder la priorité aux zones rurales à partir de 2009 dans l'identification et la sélection des opportunités d'affaires.

De concert avec son fournisseur de fèves de cacao, Armajaro, groupe chargé des produits de base et des services financiers, Toms va investir directement dans l'activité locale des producteurs de fèves de cacao, les aidant à construire une entreprise durable. Ainsi, Toms soutient non seulement la communauté locale mais crée un lien pour son activité principale. L'engagement au Ghana pourra non seulement optimiser la chaîne d'approvisionnement mais aussi lui permettre de communiquer de façon proactive son engagement social au Ghana comme une partie de sa stratégie de responsabilité sociale d'entreprise.

2. Initiative pour un Début
www.firststepinitiative.org;
Réseau de Microfinance Paris,
Parismf.fr.org

3. ONG danoises et
microfinance par le Service
de Conseils sur les Projets
Projektadgivningen , Mai
2007, financé par DANIDA

4. Combattre l'inégalité en
Afrique dans le Reveil de
l'Afrique, Vol.20 #2 (Juillet
2006), page 16

5. L'impasse de l'inégalité,
2005, Département des
Affaires Economiques et
Sociales (DESA)

6. La Banque Mondiale en
2006, édition de son rapport
annuel sur le Développement
mondial

7. M. Arjan de Haan,
Conseiller en développement
social au Département
anglais pour le
Développement International,
dans le dialogue du
NEPAD, une publication du
Nouveau Partenariat pour le
Développement de l'Afrique
(NEPAD)

Financement durable

Etant donné que les dons de bienfaisance ont été une réponse dans la tentative de résoudre la pauvreté en Afrique, la pensée derrière la microfinance et MYC4 est de motiver les individus à sortir de la pauvreté. Ceci correspond à la différence entre donner du poisson à un homme (et celui-ci reviendra le lendemain pour un autre poisson) et lui apprendre à pêcher (et il sera capable de se nourrir). La première option sauve des vies et est un service nécessaire pour le plus pauvre; la seconde est une solution durable qui vise les petits entrepreneurs et un préalable pour créer la croissance en Afrique. MYC4 n'a pas l'intention d'atteindre le plus pauvre.

Dans le monde occidental, les institutions financières ont l'obligation par la loi d'informer leurs clients du coût total du crédit exprimé en taux de pourcentage annuel (APR). Ceci assure la transparence et sert de version financière de l'indice McDonald. En Afrique, les prêteurs n'ont pas l'obligation d'informer leurs clients du coût total du crédit laissant les emprunteurs incapables de comparer les prêts et les mettant devant un grand risque d'engagement à des conditions de paiement déraisonnables.

Comme plan de l'objectif général pour lever les barrières et garantir les conditions équitables pour les petites entreprises, MYC4 plaide pour l'introduction d'un taux de pourcentage annuel en Afrique afin de permettre à l'emprunteur de voir le taux d'intérêt effectif qui lui est imputé.

MYC4

En se concentrant sur le pouvoir des affaires comme force motrice pour éradiquer la pauvreté, MYC4 accorde aux investisseurs une plate-forme dynamique pour créer et aider l'esprit d'entreprise et l'innovation commerciale en Afrique. Les ressources de MYC4 servent à financer << ceux qu'on ne peut pas financer>>, à rassembler les gens pour les contrats d'affaire au meilleur prix du marché avec Internet comme catalyseur de changement.

MYC4 s'efforce de devenir une plate-forme universelle qui unie capitaux, personnes et savoir dans le but de promouvoir les affaires durables en Afrique.

L'objectif de MYC4 est de devenir la première entreprise au monde détenue par le monde. En clair, cela signifierait 6,6 million d'actionnaires. D'ici fin 2008, MYC4 compte atteindre 25000 investisseurs et faciliter les investissements de 12,5 million d'euros dans plus 5000 entreprises africaines.

MYC4 a son siège à Copenhague, Danemark et son centre de développement informatique à Kampala, Ouganda. MYC4 A/S été créée en Mai 2006 comme une co-entreprise entre Mads Kjaer, Groupe Kjaer A/S et Tim Vang.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter

Alette Heinrich Pramming

Directrice de communication d'entreprise

Votre clé pour le changement



MYC4 A/S
Frederiksholms kanal 4,4.
DK- 1220 Copenhague K
Danemark

Tel: + 45 7026 2015

Fax: +45 4926 2015

Email: info@myc4.com

www.myc4.com